

Volet B

Copie à publier aux annexes du Moniteur belge après dépôt de l'acte au greffe



13097742

Dépôt au greffe du tribunal
de commerce de Dinant

le 17 JUIN 2013

Grefte
Le greffier en chef,

N° d'entreprise : 0885728279

Dénomination

(en entier) : **Couleur Terre**

(en abrégé) :

Forme juridique : Société coopérative de la savonnerie à finalité sociale

Siège : Beauraing, rue du Faubourg Saint Martin 22

(adresse complète)

Objet(s) de l'acte : Modification de l'objet social-adaptation des statuts

D'un procès verbal dressé par Maître Etienne BEGUIN, notaire à BEAURAING, en date du 30 mai 2013 enregistré à Gedinne, le 05 juin 2013, folio 384, folio 88, case 18, six rôles sans renvoi, reçu : vingt cinq euros, il résulte :

"L'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré prend les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION –Augmentation du capital social

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de DIX MILLE EUROS (10.000) pour le porter de DIX MILLE EUROS (10.000) à VINGT MILLE EUROS (20.000), par apports en espèces d'une somme de DIX MILLE EUROS (10.000), par création de CENTS (100) nouvelles parts sociales, d'une valeur chacune de cents euros.

VOTE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION –Souscription et libération du capital social

L'augmentation de capital est souscrite comme suit :

- trois parts par l'association sans but lucratif le Pôle Beaurinois de Formation, soit trois cents euros (300).
 - Quarante-neuf parts par la société coopérative à responsabilité limitée à finalité sociale Couleur Terre, soit quatre mille neuf cent euros (4.900).
 - Vingt-quatre parts par la société coopérative Eco Immobilière, soit deux mille quatre cents euros (2.400).
 - Vingt-quatre parts par l'association sans but lucratif la Calestienne, soit deux mille quatre cents euros (2.400).
- Soit un total de cent nouvelles parts.

Tous les membres de l'assemblée reconnaissent que, l'augmentation de capital est entièrement souscrite et libérée par un versement en espèces qu'ils ont effectué au compte numéro 068246453987, ouvert auprès de Belfius, au nom de la société coopérative à responsabilité limitée à finalité sociale « Coopérative de la Savonnerie », de sorte que la société a, dès à présent à sa disposition, la somme de DIX MILLE EUROS (10.000).

Une attestation de l'organisme dépositaire justifiant ce dépôt a été remise au notaire soussigné, conformément à l'article 422 du Code des Sociétés.

VOTE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 27/06/2013 - Annexes du Moniteur belge

TROISIEME RESOLUTION - Constatation de la libération effective de l'augmentation du capital.

Les membres de l'assemblée requièrent le Notaire soussigné d'acter que l'augmentation de capital est réalisée et que le capital est ainsi effectivement porté à VINGT MILLE EUROS (20.000).

VOTE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION - Modification de l'articles 5 des statuts.

L'assemblée décide d'apporter aux statuts les modifications suivantes pour les mettre en concordance avec la situation nouvelle du capital :

L'article 5 des statuts est remplacé par le texte suivant : " Le capital social est illimité. La part fixe du capital social est de VINGT MILLE EUROS (20.000).

Ce capital est représenté par 200 parts sociales d'une valeur chacune de cents (100) euros.

VOTE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION- Modification de l'objet social - Rapport.

A l'unanimité, l'assemblée dispense le Président de donner lecture du rapport du Conseil d'Administration exposant la justification détaillée de la modification proposée à l'objet social, ainsi que de l'état y annexé et arrêté au trente mars 2013, tous les associés reconnaissant en avoir pris connaissance.

Ce rapport restera ci-annexé.

Ensuite, l'assemblée décide la modification de l'objet social, en ajoutant le texte suivant : « La société a pour objet social de favoriser la réinsertion de personnes défavorisées et la création d'emplois durables. Elle vise à favoriser une réelle (ré) insertion dans la vie socioprofessionnelle avec des conditions d'encadrement, d'accompagnement et de formation visant à faciliter ce nouveau démarrage professionnel.

La société organisera ses activités dans le cadre de l'économie sociale, et en particulier, selon les principes suivants :

- 1/ services aux membres ou à la collectivité
- 2/ autonomie de gestion
- 3/ décision démocratique
- 4/ primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des bénéfices.

La société a également pour objet, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation, en Belgique ou à l'étranger :

- d'acquérir des bâtiments ou des terrains afin de les mettre en valeur dans le but de créer des logements, bureaux ou ateliers.
- de restaurer ces bâtiments ou d'aménager ces terrains avec le souci de mettre en œuvre des techniques d'écoconstruction.
- d'affecter tout ou partie des bâtiments- soit à l'accueil d'opérateurs impliqués sur le terrain social, culturel, environnemental, de l'insertion professionnelle, de l'économie, de l'économie sociale et du développement local, soit à du logement à loyer modéré à normal, soit à la vente.
- d'organiser et de favoriser des formations professionnelles dans le cadre de la rénovation et l'entretien de ces bâtiments, ou de l'aménagement de ces terrains.

La société a pour but social d'affecter les bénéfices en priorité à des actions en lien avec le logement, l'insertion socioprofessionnelle de personnes en situation précaire ou l'accueil de la petite enfance. »

L'article 3 des statuts est modifié comme suit :

« La société a pour objet social de favoriser la réinsertion de personnes défavorisées et la création d'emplois durables. Elle vise à favoriser une réelle (ré) insertion dans la vie socioprofessionnelle avec des conditions d'encadrement, d'accompagnement et de formation visant à faciliter ce nouveau démarrage professionnel.

La société organisera ses activités dans le cadre de l'économie sociale, et en particulier, selon les principes suivants :

- 1/ services aux membres ou à la collectivité

- 2/ autonomie de gestion
- 3/ décision démocratique
- 4/ primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des bénéfices.

La société a pour objet les travaux d'éco construction, de construction, de rénovation; notamment les travaux de cloisonnage, isolation, pose d'enduits, de peinture, menuiserie, électricité, l'entreprise de travaux agricoles et forestiers, l'entreprise de travaux privés et publics; également la réalisation de services de proximité en "bricodépannage" et en jardinage.

La société a également pour objet, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation, en Belgique ou à l'étranger :

- d'acquérir des bâtiments ou des terrains afin de les mettre en valeur dans le but de créer des logements, bureaux ou ateliers.
- de restaurer ces bâtiments ou d'aménager ces terrains avec le souci de mettre en œuvre des techniques d'écoconstruction.
- d'affecter tout ou partie des bâtiments- soit à l'accueil d'opérateurs impliqués sur le terrain social, culturel, environnemental, de l'insertion professionnelle, de l'économie, de l'économie sociale et du développement local, soit à du logement à loyer modéré à normal, soit à la vente.
- d'organiser et de favoriser des formations professionnelles dans le cadre de la rénovation et l'entretien de ces bâtiments, ou de l'aménagement de ces terrains.

Les activités reprises ci-dessus ont pour but social de favoriser la réinsertion sociale et la mise à l'emploi des personnes fragilisées, de favoriser l'insertion professionnelle et de former des demandeurs d'emploi, des chômeurs et des personnes bénéficiaires du revenu d'intégration sociale.

La société respectera des écarts de salaire limités, la législation sociale et fiscale et les conventions collectives, le pluralisme des opinions politiques, philosophiques et religieuses. Elle privilégiera la coopération et la concertation plutôt que la concurrence avec les entreprises d'économie sociale actives dans le même secteur.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de participation, de fusion, de souscription ou par tout autre mode dans toutes sociétés ou entreprises ayant un objet similaire ou connexe.

Elle peut faire en général, toutes opérations industrielles, commerciales, agricoles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet ou susceptible d'étendre ou de développer son activité dans le cadre de son objet.

La société a pour but social d'affecter les bénéfices en priorité à des actions en lien avec le logement, l'insertion socioprofessionnelle de personnes en situation précaire ou l'accueil de la petite enfance. »

VOTE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION- Modification des articles 1er alinéa 3 ; 8A ; 8B et 15

1. L'assemblée décide la modification de l'article 1er alinéa 3 par l'ajout du texte suivant :

« Si un bénéfice patrimonial direct peut être octroyé aux associés, le bénéfice distribué à ceux-ci ne peut dépasser le taux d'intérêt fixé par le Roi en exécution de la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la coopération, appliqué au montant effectivement libéré des parts ou actions. »

En conséquence, l'article 1er alinéa 3 est remplacé par le texte suivant :

« Il est constitué une société coopérative à responsabilité

Limitée à finalité sociale sous la dénomination de « COULEUR TERRE ».

Dans les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres pièces et documents émanant de la société, cette dénomination doit toujours être précédée ou suivie immédiatement et de façon lisible de la mention " Société coopérative à responsabilité limitée à finalité sociale" ou de initiales

"SCRL", suivie de l'indication précise du siège social, ainsi que des mots "Registre des Personnes Morales" ou des initiales « RPM » suivies du numéro d'immatriculation et de l'indication du tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège.

Les associés ne recherchent aucun bénéfice patrimonial direct ou indirect.

Si un bénéfice patrimonial direct peut être octroyé aux associés, le bénéfice distribué à ceux-ci ne peut dépasser le taux d'intérêt fixé par le Roi en exécution de la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la coopération, appliqué au montant effectivement libéré des parts ou actions. »

2. L'assemblée décide la modification de l'article 8A par la suppression des mots suivants : « sauf accord particulier entre le salarié et la société » et par l'ajout des mentions suivantes « Dans ce cas, il est tenu de faire

part de son intention par lettre recommandée à l'organe de gestion au plus tard dans les six mois qui suivent le premier anniversaire de son engagement et de bloquer sur un compte spécial le montant destiné à la souscription des parts désirées. »

En conséquence, l'article 8A est remplacé par le texte suivant :

« Pour être admis comme associés, il faut :

- 1) être agréé par le conseil d'administration, sous réserve de ce qui est dit ci-après ;
- 2) souscrire au moins une part et la libérer d'un quart, cette souscription impliquant adhésion aux statuts sociaux et, le cas échéant, au règlement d'ordre intérieur ;

L'admission d'un associé est constatée par la signature du registre des parts conformément à l'article 368 du Code des sociétés.

A. Acquisition de la qualité d'associé

Tout membre du personnel qui en fait la demande, au plus tard un an après l'engagement comme salarié par la société, pourra souscrire une part sociale.

Dans ce cas, il est tenu de faire part de son intention par lettre recommandée à l'organe de gestion au plus tard dans les six mois qui suivent le premier anniversaire de son engagement et de bloquer sur un compte spécial le montant destiné à la souscription des parts désirées

Le prix de cession sera déterminé, de commun accord, ou à défaut d'accord, par un expert désigné par le conseil d'administration. »

3. L'assemblée décide la modification de l'article 8B :

B. Perte de la qualité d'associé :

« Les associés non débiteurs envers la coopérative et qui en font partie depuis plus de trois ans peuvent donner leur démission durant les six premiers mois de l'année sociale, conformément à la loi.

Celle-ci est mentionnée dans le registre des parts, conformément à l'article 369 du Code des sociétés.

Toutefois cette démission pourra être refusée par le Conseil d'administration si elle a pour effet de réduire le capital à un montant inférieur à la part fixe établie par les présents statuts ou de réduire le nombre des associés à moins de trois.

L'associé démissionnaire a droit au remboursement de sa part au prix déterminé conformément au litra

A.

Toute personne peut démissionner dans l'année qui suit la rupture du contrat de travail suivant demande à adresser par lettre recommandée au Conseil d'Administration.

On ne peut obliger un ex-membre du personnel à démissionner.

Après l'échéance du délai d'un an, la procédure d'exclusion d'un associé peut s'appliquer (article 12). »

En conséquence l'article 8B est remplacé par le texte suivant :

« B. Perte de la qualité d'associé.

Les associés non débiteurs envers la coopérative et qui en font partie depuis plus de trois ans peuvent donner leur démission durant les six premiers mois de l'année sociale, conformément à la loi.

Celle-ci est mentionnée dans le registre des parts, conformément à l'article 369 du Code des sociétés.

Toutefois cette démission pourra être refusée par le Conseil d'administration si elle a pour effet de réduire le capital à un montant inférieur à la part fixe établie par les présents statuts ou de réduire le nombre des associés à moins de trois.

L'associé démissionnaire a droit au remboursement de sa part au prix déterminé conformément au litra

A.

Toute personne peut démissionner dans l'année qui suit la rupture du contrat de travail suivant demande à adresser par lettre recommandée au Conseil d'Administration.

On ne peut obliger un ex-membre du personnel à démissionner.

Après l'échéance du délai d'un an, la procédure d'exclusion d'un associé peut s'appliquer (article 12). »

4. L'assemblée décide la modification de l'article 15 par l'ajout du texte suivant :

« Le Conseil d'administration délègue tout ou partie de ses pouvoirs au chef d'entreprise. Ce dernier doit être salarié à mi-temps au minimum. »

En conséquence l'article 15 des statuts est remplacé par le texte suivant :

« Le Conseil d'administration peut élire parmi ses membres un Président et un ou plusieurs Vice Présidents. Le Conseil d'administration délègue tout ou partie de ses pouvoirs au chef d'entreprise. Ce dernier doit être salarié à mi-temps au minimum. »

VOTE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION - Adaptation des statuts en vue de leur coordination.

L'assemblée décide d'adapter les statuts par la refonte de ceux-ci.

En conséquence, les statuts de la société sont remplacés par le texte suivant :

TITRE I. DENOMINATION SIEGE OBJET DUREE.

ARTICLE 1. DENOMINATION.

Il est constitué une société coopérative à responsabilité

Limitée à finalité sociale sous la dénomination de « COULEUR TERRE».

Dans les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres pièces et documents émanant de la société, cette dénomination doit toujours être précédée ou suivie immédiatement et de façon lisible de la mention " Société coopérative à responsabilité limitée à finalité sociale" ou de initiales"SCRL", suivie de l'indication précise du siège social, ainsi que des mots "Registre des Personnes Morales" ou des initiales « RPM » suivies du numéro d'immatriculation et de l'indication du tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège.

Les associés ne recherchent aucun bénéfice patrimonial direct ou indirect.

Si un bénéfice patrimonial direct peut être octroyé aux associés, le bénéfice distribué à ceux-ci ne peut dépasser le taux d'intérêt fixé par le Roi en exécution de la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la coopération, appliqué au montant effectivement libéré des parts ou actions.

ARTICLE 2. SIEGE SOCIAL.

Le siège social est établi à 5570 BEAURAING, rue du Faubourg Saint Martin, 22 .

Il peut être transféré partout ailleurs dans la région de langue française de Belgique par simple décision du conseil d'administration qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

La société peut établir, par simple décision du conseil d'administration, des sièges administratifs, sièges d'exploitation, succursales, dépôts, représentations ou agences en Belgique ou à l'étranger.

ARTICLE 3. OBJET.

La société a pour objet social de favoriser la réinsertion de personnes défavorisées et la création d'emploi durables. Elle vise à favoriser une réelle (ré) insertion dans la vie socioprofessionnelle avec des conditions d'encadrement, d'accompagnement et de formation visant à faciliter ce nouveau démarrage professionnel.

La société organisera ses activités dans le cadre de l'économie sociale, et en particulier, selon les principes suivants :

- 1/ services aux membres ou à la collectivité
- 2/ autonomie de gestion
- 3/ décision démocratique
- 4/ primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des bénéfices.

La société a pour objet les travaux d'éco construction, de construction, de rénovation; notamment les travaux de cloisonnage, isolation, pose d'enduits, de peinture, menuiserie, électricité, l'entreprise de travaux agricoles et forestiers, l'entreprise de travaux privés et publics; également la réalisation de services de proximité en "bricodépannage" et en jardinage.

La société a également pour objet, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation, en Belgique ou à l'étranger :

- d'acquérir des bâtiments ou des terrains afin de les mettre en valeur dans le but de créer des logements, bureaux ou ateliers.
- de restaurer ces bâtiments ou d'aménager ces terrains avec le souci de mettre en œuvre des techniques d'écoconstruction.
- d'affecter tout ou partie des bâtiments- soit à l'accueil d'opérateurs impliqués sur le terrain social, culturel, environnemental, de l'insertion professionnelle, de l'économie, de l'économie sociale et du développement local, soit à du logement à loyer modéré à normal, soit à la vente.
- d'organiser et de favoriser des formations professionnelles dans le cadre de la rénovation et l'entretien de ces bâtiments, ou de l'aménagement de ces terrains.

Les activités reprises ci-dessus ont pour but social de favoriser la réinsertion sociale et la mise à l'emploi des personnes fragilisées, de favoriser l'insertion professionnelle et de former des demandeurs d'emploi, des chômeurs et des personnes bénéficiaires du revenu d'intégration sociale.

La société respectera des écarts de salaire limités, la législation sociale et fiscale et les conventions collectives, le pluralisme des opinions politiques, philosophiques et religieuses. Elle privilégiera la coopération et la concertation plutôt que la concurrence avec les entreprises d'économie sociale actives dans le même secteur.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de participation, de fusion, de souscription ou par tout autre mode dans toutes sociétés ou entreprises ayant un objet similaire ou connexe.

Elle peut faire en général, toutes opérations industrielles, commerciales, agricoles, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet ou susceptible d'étendre ou de développer son activité dans le cadre de son objet.

La société a pour but social d'affecter les bénéfices en priorité à des actions en lien avec le logement, l'insertion socioprofessionnelle de personnes en situation précaire ou l'accueil de la petite enfance.

ARTICLE 4. DUREE.

La société est constituée à partir de ce jour pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par anticipation par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

Le décès, la faillite, la déconfiture ou l'incapacité d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société.

TITRE II. CAPITAL SOCIAL PARTS SOCIALES.

ARTICLE 5. CAPITAL SOCIAL.

Le capital social est illimité. La part fixe du capital social est de VINGT MILLE EUROS (20.000 euros).

Il est représenté par deux cents parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune cents euros (100).

En dehors des parts représentant les apports, il ne peut être créé aucune autre espèce de titres, sous quelque dénomination que ce soit.

Un nombre de parts sociales correspondant à la part fixe du capital devra à tout moment être souscrit.

SOUSCRIPTION LIBERATION

La part fixe du capital social est intégralement libérée.

ARTICLE 5 BIS. AUGMENTATION DE CAPITAL.

Outre les parts sociales souscrites lors de la constitution de la société, d'autres parts sociales pourront, en cours d'existence de la société, être émises par décision du conseil d'administration qui fixera leur taux d'émission, le montant à libérer lors de la souscription et, le cas échéant, les époques de l'exigibilité des montants restant à libérer et le taux des intérêts dus sur ces montants.

ARTICLE 6. PARTS SOCIALES.

Les parts sociales sont nominatives. Elles sont indivisibles à l'égard de la société. Elles ne pourront jamais être représentées par des titres négociables. Le titre de chaque associé résultera seulement du registre des parts, tenu au siège social, et qui indiquera les noms, prénoms et domicile de chaque associé, la date de son admission, le nombre de parts dont il est titulaire.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une même part, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant propriétaire de la part à l'égard de la société.

En cas de démembrement de la propriété d'une part entre nue propriété et usufruit, le titulaire de l'usufruit des parts exerce les droits attachés à celles ci.

ARTICLE 7. CESSION DES PARTS SOCIALES.

Les parts sociales ne peuvent, à peine de nullité, être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, qu'entre associés, sauf ce qui sera dit ci-après, moyennant l'agrément du conseil d'administration.

Les parts représentant des apports ne consistant pas en numéraire ne peuvent être cédées que dans les conditions, les formes et les délais prévus par la loi (art. 363 C.soc.).

TITRE III. ASSOCIES.

ARTICLE 8. ADMISSION.

Pour être admis comme associés, il faut :

- 1) être agréé par le conseil d'administration, sous réserve de ce qui est dit ci-après ;
- 2) souscrire au moins une part et la libérer d'un quart, cette souscription impliquant adhésion aux statuts sociaux et, le cas échéant, au règlement d'ordre intérieur ;

L'admission d'un associé est constatée par la signature du registre des parts conformément à l'article 368 du Code des sociétés.

A. Acquisition de la qualité d'associé

Tout membre du personnel qui en fait la demande, au plus tard un an après l'engagement comme salarié par la société, pourra souscrire une part sociale.

Dans ce cas, il est tenu de faire part de son intention par lettre recommandée à l'organe de gestion au plus tard dans les six mois qui suivent le premier anniversaire de son engagement et de bloquer sur un compte spécial le montant destiné à la souscription des parts désirées

Le prix de cession sera déterminé, de commun accord, ou à défaut d'accord, par un expert désigné par le conseil d'administration.

B. Perte de la qualité d'associé :

Les associés non débiteurs envers la coopérative et qui en font partie depuis plus de trois ans peuvent donner leur démission durant les six premiers mois de l'année sociale, conformément à la loi.

Celle-ci est mentionnée dans le registre des parts, conformément à l'article 369 du Code des sociétés.

Toutefois cette démission pourra être refusée par le Conseil d'administration si elle a pour effet de réduire le capital à un montant inférieur à la part fixe établie par les présents statuts ou de réduire le nombre des associés à moins de trois.

L'associé démissionnaire a droit au remboursement de sa part au prix déterminé conformément au *littera A.*

Toute personne peut démissionner dans l'année qui suit la rupture du contrat de travail suivant demande à adresser par lettre recommandée au Conseil d'Administration.

On ne peut obliger un ex-membre du personnel à démissionner.

Après l'échéance du délai d'un an, la procédure d'exclusion d'un associé peut s'appliquer (article 12).

ARTICLE 9. APPEL DE FONDS.

Les appels de fonds sont décidés souverainement par le conseil d'administration. L'associé qui, après un préavis d'un mois signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire aux versements appelés, doit bonifier à la société un intérêt calculé au taux d'intérêt légal majoré de deux pour cent, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

L'exercice du droit de vote afférent aux parts sociales sur lesquelles les versements régulièrement appelés n'ont pas été opérés, est suspendu aussi longtemps que ces versements n'ont pas été effectués.

ARTICLE 10. RESPONSABILITE.

Les associés ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leur souscription au capital de la société.

Il n'existe entre eux aucune solidarité, ni indivisibilité.

ARTICLE 11. DEMISSION.

Les associés non débiteurs envers la coopérative et qui en font partie depuis plus de trois ans peuvent donner leur démission durant les six premiers mois de l'année sociale, conformément à la loi.

Celle-ci est mentionnée dans le registre des parts, conformément à l'article 369 du Code des sociétés.

Toutefois cette démission pourra être refusée par le Conseil d'administration si elle a pour effet de réduire le capital à un montant inférieur à la part fixe établie par les présents statuts ou de réduire le nombre des associés à moins de trois.

L'associé démissionnaire a droit au remboursement de sa part telle qu'elle résultera du bilan de l'année sociale pendant laquelle la démission a été donnée, sans toutefois qu'il lui soit attribué une part des réserves.

Toutefois, les remboursements ne pourront excéder annuellement un dixième de l'actif net, tel qu'il figurera au bilan précédent.

Le conseil d'administration a, en outre, le droit de refuser la démission si la situation financière de la coopérative devait en pâtir, ce dont il juge souverainement ou si la part fixe du capital social venait à être entamée suite à cette démission.

ARTICLE 12. EXCLUSION.

Tout associé peut être exclu pour juste motif ou s'il cesse de remplir les conditions d'admission prévues par les présents statuts.

L'exclusion ne pourra être prononcée qu'après que l'associé dont l'exclusion est demandée aura été invité à faire connaître ses observations par écrit, dans le mois de l'envoi du pli recommandé contenant la proposition motivée d'exclusion.

S'il le demande dans l'écrit contenant ses observations, l'associé doit être entendu.

La décision d'exclusion doit être motivée.

Elle est constatée dans un procès verbal dressé et signé par le Président du Conseil d'administration.

Une copie conforme de celui-ci est adressée à l'associé exclu dans les quinze jours.

Il est fait mention de l'exclusion dans le registre des associés.

L'associé exclu a droit au remboursement de sa part telle qu'elle résultera du bilan de l'année sociale pendant laquelle l'exclusion a été prononcée, sous les mêmes modalités et réserves que l'associé démissionnaire.

TITRE IV. ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE.

ARTICLE 13. CONSEIL D'ADMINISTRATION.

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés, pour une durée indéterminée.

Le mandat des administrateurs est gratuit sauf décision contraire de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateurs par suite de décès, démission ou autre cause, les administrateurs restant ont le droit d'y pourvoir

provisoirement. Dans ce cas l'assemblée générale lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur ainsi nommé achève le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Les administrateurs peuvent être révoqués par l'Assemblée Générale. Ils ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements de la société. Ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat, chacun en ce qui le concerne personnellement et sans aucune solidarité.

ARTICLES 14. POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social ainsi que pour la gestion de la société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou les statuts à l'Assemblée Générale est de sa compétence.

Il peut faire tous les actes d'administration aussi bien que de disposition. Il peut notamment: accepter toutes sommes et valeurs; acquérir, aliéner, échanger, donner et prendre en location et hypothéquer tous droits et biens meubles et immeubles; contracter des emprunts avec garantie hypothécaire ou autre, à l'exception d'emprunts obligataires; accorder des

prêts, accepter tous cautionnements et hypothèques; renoncer à tous droits réels et autres; de toutes garanties, privilèges et hypothèques, donner mainlevée avec ou sans paiement, ainsi que de toutes inscriptions privilégiées et hypothécaires, émargements, oppositions ou saisies; donner dispense d'inscription d'office; effectuer ou permettre des paiements avec ou sans subrogation; renoncer en quelque cas que ce soit, se désister ou acquiescer, conclure tous compromis, faire appel à l'arbitrage et accepter des décisions arbitrales, consentir éventuellement des ristournes; engager, suspendre ou licencier du personnel, déterminer son traitement et ses attributions.

Il établit le règlement d'ordre intérieur.

ARTICLE 15. PRESIDENCE.

Le Conseil d'administration peut élire parmi ses membres un

Président et un ou plusieurs Vice Présidents. Le Conseil d'administration délègue tout ou partie de ses pouvoirs au chef d'entreprise. Ce dernier doit être salarié à mi-temps au minimum.

ARTICLE 16. REUNION.

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, d'un Vice-président ou d'un administrateur délégué, chaque fois que l'intérêt social l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué sur la convocation.

Le conseil ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Tout administrateur peut donner, par écrit, par télégramme, par télex, par télécopie ou par courrier électronique à un de ses collègues, délégation pour le représenter à une réunion déterminée du conseil d'administration et y voter en son lieu et place.

Un administrateur peut aussi, mais seulement lorsque la moitié des membres sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit, par télégramme, par télex ou par télécopie.

ARTICLE 17. VOTES.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

ARTICLE 18. PROCES VERBAUX.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès verbaux signés par la majorité des membres présents.

Ces procès verbaux sont inscrits ou reliés dans un registre spécial.

Les délégations ainsi que les avis et votes donnés par écrit, télégrammes, télex ou télécopie y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs ou un administrateur délégué.

ARTICLE 19. REPRESENTATION.

La société est valablement représentée dans tous les actes, y compris ceux où interviennent un fonctionnaire public ou un officier ministériel ou en justice par deux administrateurs, par l'administrateur délégué ou, s'ils sont plusieurs, par l'un d'eux, qui n'a pas à justifier d'une décision ou d'une procuration du Conseil d'administration.

La société est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux dans la limite de leur mandat.

ARTICLE 20. SURVEILLANCE.

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels est confiée à un ou plusieurs commissaires, membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Ils sont nommés par l'assemblée générale pour un terme de trois ans, renouvelable, et ne peuvent être révoqués que pour justes motifs.

L'assemblée générale détermine le nombre de commissaires et fixe leurs émoluments.

Toutefois, si la société répond aux critères fixés par l'article 15 du Code des sociétés, la nomination d'un ou de plusieurs commissaires est facultative.

S'il n'est pas nommé de commissaire, chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle des commissaires.

TITRE V. ASSEMBLEE GENERALE.

ARTICLE 21. COMPOSITION ET POUVOIR.

L'assemblée générale constitue le pouvoir souverain de la société.

L'assemblée générale se compose de tous les associés.

Chaque part donne droit à une voix, sous réserve de ce qui est précisé ci-après.

Les décisions prises par l'assemblée sont obligatoires pour tous les associés, même pour les absents ou dissidents.

L'assemblée est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, à défaut, par un vice président ou, à défaut, par un administrateur délégué, ou, à défaut encore, par le plus âgé des administrateurs.

Le Président désigne le secrétaire.

L'assemblée choisit deux scrutateurs parmi les associés.

Les administrateurs présents complètent le bureau.

ARTICLE 22. REUNIONS.

L'Assemblée générale se réunit de plein droit dans un délai de six mois suivant la clôture des comptes et ce, aux lieux, jour et heures fixés par le Conseil d'administration.

ARTICLE 23. CONVOCATIONS.

L'assemblée générale se réunit sur convocation du conseil d'administration, adressée quinze jours au moins avant la date de la réunion, par simple lettre, par télécopie ou par courrier électronique, adressé aux associés.

ARTICLE 24. VOTES.

Aucune assemblée ne peut délibérer sur des objets qui ne sont pas l'ordre du jour. Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

A parité de voix, le Président de l'assemblée a voix prépondérante.

Lorsque les délibérations ont pour objet des modifications aux statuts, ainsi que la dissolution anticipée de la société l'Assemblée Générale ne sera valablement constituée que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si les sociétaires présents ou représentés représentent au moins la moitié du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation aura lieu et la nouvelle assemblée générale délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Sous réserve des règles particulières établies par les présents statuts, l'assemblée générale des associés délibérera suivant les règles prévues aux articles 531 et suivants du Code des sociétés.

Chaque part donne droit à une voix. Toutefois, nul ne peut pendre part au vote à l'assemblée générale pour un nombre de voix dépassant le dixième des voix attachées aux parts représentées, ce pourcentage est porté au vingtième lorsqu'un ou plusieurs associés ont la qualité de membre du personnel engagé par la société.

ARTICLES 25. ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES.

Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées par le Conseil d'Administration chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

L'assemblée doit être convoquée si des associés représentant au moins un/cinquième du capital social en font la demande.

Dans ce cas, elle doit être convoquée dans le mois de la réquisition.

ARTICLE 26. PROCES VERBAUX.

Les procès verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les associés qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs ou un administrateur délégué.

TITRE VI. EXERCICE SOCIAL BILAN.

ARTICLE 27. EXERCICE SOCIAL ET BILAN.

L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre.

Chaque année, le conseil d'administration dressera l'inventaire et établira les comptes annuels. Ceux ci comprennent le bilan, le compte des résultats ainsi que l'annexe. Les amortissements nécessaires doivent être faits, le tout conformément à la loi.

L'Assemblée Générale annuelle entend, le cas échéant, le rapport de gestion et, le cas échéant, celui des commissaires ou des associés chargés du contrôle et statue sur l'adoption des comptes annuels de la société. Le conseil d'administration établira un rapport spécial sur la manière dont la société a veillé à réaliser le but qu'elle s'est fixé conformément aux présents statuts. Il établira notamment que les dépenses relatives aux investissements, aux frais de fonctionnement et aux rémunérations sont conçues de façon à privilégier la réalisation du but social de la société.

Après l'adoption du bilan, l'Assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et, le cas échéant, aux commissaires ou aux associés chargés du contrôle.

ARTICLE 28. AFFECTATION DU RESULTAT.

Le bénéfice net, tel qu'il résulte du bilan sera affecté comme suit :

1) Cinq pour cent à la réserve légale selon les prescriptions de la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social. Il doit être repris si la réserve légale vient à être entamée.

2) L'excédent est versé au fonds de réserve ou dans des fonds spéciaux.

En aucun cas, la société ne pourra distribuer de dividendes aux associés.

TITRE VII. DISPOSITIONS DIVERSES.

ARTICLE 29. REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR.

Le règlement d'ordre intérieur peut, dans les limites des prescriptions légales et statutaires, prévoir toutes les dispositions concernant l'exécution des présents statuts et le règlement des affaires sociales.

Il peut notamment imposer aux associés et à leurs ayants droit toutes obligations requises dans l'intérêt de la société. Des dispositions pénales notamment des amendes ne dépassant pas vingt-cinq euros par infraction, ainsi que la suspension des droits et avantages sociaux peuvent être prévus par le règlement d'ordre intérieur pour assurer l'exécution de ses prescriptions et celles des statuts.

ARTICLE 30. ARBITRAGE.

Sauf l'exclusion, toutes les contestations ou litiges qui pourraient survenir entre les associés en fonction, démissionnaires ou exclus sont vidés par voie d'arbitrage.

ARTICLE 31. DROIT COMMUN.

Toutes dispositions des statuts qui seraient contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés seront censées non écrites.

Toutes les dispositions de ce code non contraires aux présents statuts et qui ne sont pas reprises aux présentes y seront réputées inscrites de plein droit.

En cas de décès, de faillite, de déconfiture ou d'interdiction d'un associé, ses héritiers, créanciers, représentants ou ayants droit, ne pourront provoquer la liquidation de la société, requérir aucune apposition de scellés,

faire aucune saisie ou opposition sur les biens ou valeurs de la société.

Les créanciers personnels de l'associé ne peuvent saisir que les intérêts et dividendes lui revenant et la part qui lui sera attribuée à la dissolution de la société.

TITRE VIII. DISSOLUTION LIQUIDATION.

ARTICLE 32. LIQUIDATION.

En cas de dissolution de la société pour quelque cause que ce soit, la liquidation s'opérera par les soins de liquidateur(s) nommé(s) par l'assemblée générale. A défaut de pareille nomination, la liquidation s'opérera par les soins des administrateurs en fonction, formant un collège.

Les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus conférés par les articles 186 et suivants du Code des sociétés.

L'assemblée déterminera, le cas échéant, les émoluments des liquidateurs.

Chaque année le(s) liquidateur(s) soumettront à l'assemblée générale les résultats de la liquidation avec l'indication des causes qui ont empêché celle-ci d'être terminée. L'assemblée se réunira sur convocation et sous la présidence du liquidateur ou de l'un d'eux, conformément aux dispositions des présents statuts.

Elle conservera le pouvoir de modifier les statuts.

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net servira d'abord à rembourser le montant du capital libéré.

Si toutes les parts sociales ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, tiennent compte de cette diversité de situation et rétablissent l'équilibre en mettant toutes les parts sociales sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit

par des remboursements préalables en espèces au profit des parts sociales libérées dans une proportion supérieure. Le boni de la liquidation recevra une affectation qui se rapproche le plus possible du but social.

ARTICLE 33. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présents statuts, tout associé, obligataire, administrateur, commissaire, directeur, liquidateur domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social où toutes les communications, sommations, assignations, significations peuvent être lui être valablement faites.

A défaut d'autre élection de domicile, les associés seront censés avoir fait élection de domicile au domicile indiqué dans le registre des associés.

VOTE

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION - NOMINATIONS

Tous les comparants, réunis en assemblée générale, décident complémentirement de fixer le nombre des administrateurs, de procéder à leur nomination et de fixer leur rémunération et émoluments, de procéder à la désignation des associés chargés du contrôle, ainsi que la clôture du premier exercice social et le début des activités de la société.

A l'unanimité, l'assemblée décide :

ADMINISTRATEURS.

Le nombre des administrateurs est fixé à six.

Sont appelés à ces fonctions :

Monsieur Jean-Grégoire SEPULCHRE, prénommé; ici présent

Monsieur Jean-Luc COLLAGE, prénommé; ici présent

Monsieur Joseph WARSCOTTE, prénommé, ici présent

Monsieur Michel THOMAS, prénommé, ici présent.

Monsieur Claude BROUIR, demeurant à NAMUR, rue de l'Etoile, 3/2 représenté par Monsieur Michel Thomas en vertu de la procuration du 29 mai 2013, qui restera annexée.

Monsieur Alain RIDELLE, prénommé.

Le mandat des administrateurs ainsi nommés est gratuit sauf décision contraire de l'assemblée générale.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Et, à l'instant, les administrateurs se sont réunis en conseil et ont procédé à la nomination des administrateurs-délégués et Président du Conseil d'administration

A l'unanimité, le Conseil a décidé d'appeler aux fonctions:

1. d'administrateur-délégué :

- Monsieur Michel THOMAS, prénommé; ici présent et qui accepte

2. de Président du Conseil d'Administration :

- Monsieur Michel THOMAS, prénommé; ici présent et qui accepte

Les mandats de Président et d'Administrateur-délégué sont gratuits, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Réservé
au
Moniteur
belge

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 27/06/2013 - Annexes du Moniteur belge

Volet B - Suite

NEUVIEME ET DERNIERE RESOLUTION - Pouvoir à conférer au Conseil d'Administration pour l'exécution des résolutions qui précèdent.

L'Assemblée confère tous pouvoirs à la gérance pour l'exécution des résolutions qui précèdent.

VOTE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité."

Pour extrait analytique conforme délivré aux fins d'insertion au Moniteur Belge.

Déposé en même temps expédition de l'acte du 30 mai 2013.

Etienne BEGUIN, Notaire à BEAURAING.